

Accueil | Info | Politique | Politique fédérale | ☐ Les relations Canada-Chine

Le député Michael Chong visé par une nouvelle campagne de désinformation chinoise



La GRC a déjà ouvert une enquête sur des allégations d'intimidation et de harcèlement visant Michael Chong et des membres du **INFO** à Hong Kong.

PHOTO : LA PRESSE CANADIENNE / SPENCER COLBY

Radio-Canada

Publié le 9 août 2023 à 13 h 50 HNE

Mis à jour le 9 août 2023 à 17 h 14 HNE

Affaires mondiales Canada (AMC) signale avoir détecté une campagne coordonnée de désinformation visant le député conservateur Michael Chong sur le réseau social chinois WeChat.

Cette campagne a été détectée par le Mécanisme de réponse rapide (MRR) d'Affaires mondiales Canada, dans le cadre de ses activités de surveillance numérique en vue des élections partielles du 19 juin 2023.

« Du 4 au 13 mai 2023, un réseau coordonné agissant sur le service de distribution de nouvelles de WeChat a présenté, diffusé et amplifié un grand nombre de récits faux ou trompeurs sur M. Chong », écrit AMC. « La plupart des activités visaient à diffuser de faux récits sur son identité, y compris des commentaires et des affirmations sur ses antécédents, ses positions politiques et l'héritage de sa famille ».

« Contenu et calendriers coordonnés »; « changements très suspects et anormaux dans le volume et la portée des activités »; « dissimulation de la participation de l'État »; le réseau

regorgeait « d'indicateurs de manipulation de l'information et d'ingérence étrangère », affirme l'AMC.

Pas moins d'un tiers des comptes faisant partie du réseau étaient « des médias d'État connus et des comptes qui sont probablement liés à l'appareil étatique de la Chine, mais dont les liens peuvent être opaques ».

Les relations Canada-Chine

[Consulter le dossier complet](#)

Si la participation de l'État chinois dans cette opération est « hautement probable » à la lumière des informations mises au jour par le MRR, il est « impossible de prouver sans équivoque » que Pékin l'a bel et bien ordonné et dirigé.

PUBLICITÉ

Et alors que « rien de ce qui a été observé ne représente une menace pour la sécurité de M. Chong ou de sa famille », Affaires mondiales Canada assure que « l'ingérence étrangère est une menace sérieuse pour la démocratie ». Le ministère promet d'ailleurs de faire part aux représentants de la Chine de « ses graves préoccupations concernant les activités observées sur WeChat ».

Un « exemple sérieux » d'ingérence

Pour Michael Chong, qui a été informé mercredi de cette opération à son encontre, « il s'agit à nouveau d'un exemple sérieux de la tentative du gouvernement communiste de Pékin visant à interférer dans notre démocratie en s'en prenant à des élus. »

Réagissant par communiqué, le député accuse le gouvernement Trudeau d'en avoir fait trop peu pour protéger le Canada de l'ingérence étrangère.

« Il n'a pas mis en place de registre des agents d'influence étrangère [...] Il n'a pas donné à nos services de renseignement et à nos forces de l'ordre les ressources et les outils dont ils ont besoin pour faire leur travail », dit-il.

Il ajoute que « malgré le renvoi d'un seul diplomate de Pékin impliqué dans des activités d'ingérence étrangère, ils n'ont pas réussi à identifier et à renvoyer d'autres agents de Pékin qui se sont immiscés dans notre démocratie ou qui ont pris pour cible des citoyens canadiens pour les harceler ou les maltraiter ».

« Cette situation prouve une fois de plus que nous avons besoin d'une enquête publique ouverte et indépendante sur l'ingérence étrangère, et que nous en avons besoin maintenant. »

— Michael Chong, député conservateur de Wellington-Halton Hills

Le porte-parole conservateur en matière d'affaires étrangères est un critique énergique du régime chinois. En 2021, le député de Wellington-Halton Hills avait voté en faveur d'une motion qualifiant de génocide le traitement par la Chine de sa minorité ouïghoure.

PUBLICITÉ

Pékin l'avait sanctionné le mois suivant, l'interdisant d'entrée sur le territoire chinois.

S'appuyant sur des documents du SCRS, le *Globe and Mail* rapportait en mai dernier que le député et sa famille élargie à Hong Kong avaient été la cible d'une campagne d'intimidation de la part du gouvernement chinois en 2021.

Le premier ministre Justin Trudeau avait alors assuré n'avoir jamais été mis au courant des soupçons du SCRS. Il avait toutefois ajouté qu'à l'avenir, les services de renseignement devraient immédiatement informer les députés de toute menace qui pèse sur eux.

Quelques jours plus tard, Ottawa expulsait le diplomate soupçonné d'avoir orchestré cette campagne d'intimidation.

Un problème sérieux

Certains autres députés de la Chambre des communes à Ottawa ont également commenté cette campagne de désinformation, tentative jugée « sérieuse ». C'est notamment le cas du ministre libéral Mark Holland, qui appelle à « réduire la partisanerie » dans le dossier de l'ingérence chinoise.

« C'est évident qu'on doit être prudents et qu'on doit travailler ensemble pour trouver de l'unanimité, si possible. L'ingérence étrangère, c'est un problème tellement sérieux, et je suis certain qu'on va s'assurer que notre sécurité nationale a été protégée et que les informations secrètes ont été protégées aussi », a-t-il commenté.

De son côté, le député néo-démocrate Peter Julian a dénoncé cette tentative d'ingérence, la qualifiant d'affront à la démocratie du pays et signalant l'importance de mettre sur pied une enquête publique indépendante sur l'ingérence étrangère au Canada le plus tôt possible.

« Il n'est pas exagéré de dire que notre vie démocratique future dépendrait des recommandations qui émergeraient de cette enquête. Nous en avons besoin maintenant pour assurer la protection du pays contre l'ingérence en matière d'élections », a précisé M. Julian.

La Chine affirme que les allégations de « prétendue ingérence chinoise » sont infondées et soutient que le pays s'oppose à toute forme d'ingérence dans les affaires internes des autres nations, incluant le Canada.

« Il a été prouvé maintes et maintes fois que ces accusations ne sont pas fondées sur des faits, mais révèlent plutôt des intentions cachées. La Chine s'y oppose fermement », affirme la déclaration de l'ambassade chinoise au Canada.

À lire aussi :

- La GRC enquête sur les allégations d'intimidation contre Michael Chong
- Diplomate chinois expulsé : le SCRS surveillait Zhao Wei depuis plusieurs années

Commentaires



Vous souhaitez signaler une erreur?

Écrivez-nous [↗](#)

Vous voulez signaler un événement dont vous êtes témoin?

Écrivez-nous en toute confidentialité [↗](#)

Vous aimeriez en savoir plus sur le travail de journaliste?

Consultez nos normes et pratiques journalistiques [↗](#)

PUBLICITÉ

LES PLUS POPULAIRES

Et si le Canada misait sur l'énergie solaire?

Des panneaux installés sur les toits viables pourraient générer le quart de l'électricité consommée au pays.

Hier | Énergie

Aide médicale à mourir : Québec s'impatiente et exige une mesure d'exception à Ottawa

Québec exige qu'Ottawa apporte une modification au Code criminel qui s'appliquera uniquement au Québec.

Il y a 50 minutes
| Politique fédérale

Interdiction d'utiliser les poêles à bois à Québec à partir de mercredi à midi

Il s'agit d'une mesure préventive de la Ville de Québec alors que la qualité de l'air se détériore.

Hier
| Pollution

La colère gronde chez les agriculteurs québécois

Les agriculteurs réclament un plus grand soutien de l'État en ces temps difficiles.

■ Il y a 6 heures
| Agriculti

Fonction publique fédérale : ingérence politique et perte de fierté

La fonction publique doit regagner la confiance des Canadiens pour ne pas mettre en péril la démocratie.

Il y a 6 heures
| Politique fédérale

PUBLICITÉ

PUBLICITÉ



Infolettre Info nationale

Nouvelles, analyses, reportages : deux fois par jour, recevez l'essentiel de l'actualité.

[Voir la plus récente édition](#)

Courriel

moncourriel@exemple.com

M'abonner



SUIVEZ-NOUS



NOS APPLICATIONS



NOUS JOINDRE

[Partager une nouvelle](#)

[Source anonyme](#)

PRATIQUES JOURNALISTIQUES

[Les coulisses de l'Info](#)

[Mot de l'Info](#)

[Divulgarion des activités](#)

[Normes et pratiques journalistiques](#)

ABONNEZ-VOUS À L'INFOLETTRE

L'information vous passionne? Nous aussi!

Abonnez-vous à notre infolettre pour ne rien manquer.

Courriel

moncourriel@exemple.com



M'abonner

[Voir la plus récente édition](#)